

L'Emancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Marx)!

La Voix des Travailleurs

Bulletin inter-usines de l'Opposition Syndicale "Lutte de Classes" C.G.T.

Numéro 12

BULLETIN INTERIEUR

30 Avril 1946

UN REcul NECESSAIRE 59

Au mois d'octobre dernier, à la demande de nos camarades des usines, nous avons sorti *La Voix des Travailleurs* comme un moyen de liaison de l'activité syndicale, pour dévoiler et combattre les formes les plus variées de l'exploitation patronale, pour démasquer l'incurie et la duperie des directions syndicales actuelles. Ce travail, mené à l'échelle de l'usine par des bulletins locaux, demandait à être coordonné pour servir d'exemple à toutes les usines.

A l'heure actuelle, où les ouvriers sont livrés par la bureaucratie cégétiste, sous différents prétextes, à la pire exploitation patronale, les ouvriers révolutionnaires se trouvent tout naturellement à la pointe du combat pour les revendications quotidiennes et les plus minimes des travailleurs. La lutte ouvrière dans les usines est une des formes de la lutte générale du prolétariat contre la bourgeoisie. Les communistes, qui représentent les intérêts généraux du prolétariat (le renversement de la classe capitaliste), luttent donc de la façon la plus conséquente et la plus opiniâtre pour les revendications économiques des travailleurs.

La Voix des Travailleurs répondait à une nécessité urgente et aux intérêts de tous les ouvriers, indépendamment de leur position politique. Mais l'effort matériel des ouvriers qui approuvent *La Voix des Travailleurs* est de beaucoup en retard sur la sympathie qu'ils lui manifestent. Nous avons cependant espéré, et nous étions en droit de le faire, que le concours plus large des travailleurs permettrait la vie d'un journal d'usine soutenu directement par eux.

Mais tel n'a pas été le cas. Dans une usine par exemple, où un camarade diffuse 30 *Voix*, ces 30 lecteurs ne font pas à leur tour l'effort d'en diffuser au moins 3, ce qui ferait 90 à 120 lecteurs. Tout le travail du journal, y compris sa diffusion, retombe sur les camarades ayant pris l'initiative de sa création, en plus de toutes les autres difficultés qu'ils avaient à vaincre (défense contre des énergumènes staliniens, obstacles légaux, mouchardage dans les usines, etc.).

Les ouvriers n'ont pas eu suffisamment conscience des difficultés qu'un tel journal avait à vaincre. Devant ainsi en assumer nous-mêmes toutes les charges, il s'est créé un déséquilibre dangereux au détriment de notre organe politique. Car, en l'absence d'un effort sérieux de la partie consciente des ouvriers, nous n'avons pas les moyens de faire paraître et diffuser régulièrement, au moins toutes les deux semaines, 2 journaux, l'un luttant pour les buts politiques généraux du prolétariat, l'autre accordant une place dominante aux faits quotidiens de la vie des travailleurs. Or, de même que nous sommes, en tant que révolutionnaires, à la pointe du combat pour les revendications immédiates des travailleurs, de même nos camarades des usines ne peuvent pas négliger le soutien et la diffusion du journal politique, l'un ne se concevant pas sans l'autre, surtout dans la situation actuelle où la lutte ouvrière la plus minime se heurte à la résistance du patron, de l'Etat et de la bureaucratie syndicale.

Il ne s'agit pas pour nous d'abandonner un seul instant la lutte revendicative en faveur de la lutte politique. Mais pour équilibrer l'ensemble de notre travail, nous serons obligés dorénavant de réserver dans *La Lutte de Classes* une place proportionnée aux articles, rubriques et échos de *La Voix des Travailleurs*, qui reparaitra comme journal spécialement consacré à la défense économique des ouvriers le jour où ceux-ci, par leur concours actif de diffusion et de soutien matériel, le permettront.

La Commission Syndicale de "l'Union Communiste";

ENTRETIEN AVEC UN OUVRIER COMMUNISTE

- "Je ne voudrais pas critiquer Thorez, mais il va dans les mines pour faire produire les mineurs, et il n'y a pas à manger ! Pour travailler, faut le ventre plein".

J'explique la position de Thorez au gouvernement bourgeois.

L'ouvrier m'interrompt et me dit : "Le gouvernement, cela ne suffit pas, c'est dans la rue qu'il faut que les ouvriers descendent, il y aura peut-être des victimes, mais c'est pour le bien de la classe ouvrière."

- "Thorez ne veut pas d'action ! C'est pour cela qu'il a dit : Rendez les armes, il n'y a qu'une seule police."

- "C'est en 1936, me dit-il, que l'on aurait dû descendre dans la rue, mais il y avait Blum et la pause." Je lui rappelle Thorez qui disait : "Il faut savoir finir une grève".

- "Alors, il n'est plus communiste, Thorez."

- "Non, ce ne sont plus des communistes, quand tu veux dire ce que nous avons discuté ensemble, on te casse la gueule. Ce matin j'ai vu des ouvriers inconscients du P.C.F qui déchiraient le journal *La Voix des Travailleurs*, journal qui dit ce que tu penses. Moi, j'étais aux J.C. mais j'ai quitté quand *L'Humanité* n'écrivait plus "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous". Mais je reste quand même communiste."

- "Moi aussi, dit le maçon, tu peux m'apporter des *Voix*, je t'en vendrai auprès de mes camarades."

A BAS LE SALAIRE AU RENDEMENT

Dès 1939 Paul Reynaud a poussé les ouvriers à la production pour la "défense nationale". Tous ceux qui ont succédé à Reynaud avant, pendant et après l'occupation, qu'ils agissent pour le compte des impérialistes, français, allemands ou alliés ont repris le même refrain : produire, produire ; "c'était la seule chance de salut pour la France".

Pour la France capitaliste nous n'en doutons pas, les fortunes se sont bâties avec la sueur et le sang des travailleurs. Mais pour la France ouvrière le standard de vie n'a pas cessé de baisser.

Maintenant que les ouvriers commencent à ne plus être dupes de tous les appels à la production, les bureaucrates syndicaux ont inventé la fable du salaire au rendement pour faire croire à l'ouvrier qu'il sera récompensé suivant son effort. Mais a-t-on déjà vu en système capitaliste des ouvriers payés selon leur travail ?

Chez Citroën où la section syndicale est très active lorsqu'il s'agit d'endiguer un conflit, le citoyen Beaumont écrit dans *Notre voix* :

"Ainsi 5 fr.50 de l'heure soit environ 1.100 fr par mois sont pris à ce travailleur (O.S.) pour le seul bénéfice des actionnaires de chez Citroën !" Naël appuie en disant que chez Citroën "sur chaque minute gagnée l'ouvrier perd 0 fr.35 ; pour 1 heure gagnée il perd 21 fr.50 au profit de M. Boulanger sur un salaire moyen de 31 fr.10".

Chez Bernard Moteurs, écrit Hureau, les augmentations sont vraiment déconcertantes : l'ouvrier qui dans sa journée aurait gagné 20% sur 8 heures toucherait 6 fr. de prime pour 1 h.36 de travail.

Chez Massiot, affirme Thomas, le salaire est payé "suivant le système Schueller" qui fait dépendre la rémunération des ouvriers du chiffre d'affaires ; et il ajoute : "qu'y a-t-il de plus perfide qu'un bilan ?"

Ainsi partout les "responsables" syndicaux sont obligés de reconnaître que la rémunération "progressive" des travailleurs est une duperie. Ils démontrent par des exemples, avec des chiffres à l'appui, dans tous les journaux syndicaux, que le salaire au rendement est en pratique un salaire "dégressif". Mais alors pourquoi continuent-ils à pousser les ouvriers à "produire", alors qu'ils reconnaissent publiquement que l'effort des ouvriers est "puni" au lieu d'être encouragé (Naël, *Métallo* d'avril) ?

Nos bureaucrates syndicaux reconnaissent également que la vie augmente tous les jours et qu'une augmentation de salaires s'impose. Mais ils ne veulent pas de l'échelle mobile car, comme le dit Arrachard dans la *V.O.* du 18 avril, c'est une formule dangereuse et *paresseuse* car elle favorise la hausse des prix et freine la production.

C'est pourquoi Arrachard trouve qu'il vaut mieux défendre le salaire au rendement car il stimule la production. Mais si le salaire au rendement n'est pas une formule "paresseuse", n'en est-il pas moins une formule "dangereuse" pour les ouvriers ?

Arrachard nous dit lui-même que le grand patronat s'efforce d'obtenir une augmentation légale des prix.

Et Beaumont nous apprend que les patrons veulent justifier leurs demandes d'augmentation des prix par l'augmentation des salaires (augmentation du salaire au rendement).

Hureau continue en disant que chez Cornely ces demandes d'augmentations des prix pour le patron se traduisent ainsi : "que nos prix soient augmentés de 10% et nous augmenterons les salaires de 4%.

La formule salaire au rendement comme la formule échelle mobile n'empêche donc pas la hausse des prix. Mais tandis que l'échelle mobile a pour but de faire augmenter les salaires suivant les prix, le salaire au rendement n'est en réalité qu'un salaire *dégressif*.

Les travailleurs ne se laisseront donc pas duper par les exhortations de nos "bonzes". Ils n'accepteront pas davantage d'abandonner leurs maigres loisirs, d'user leur force et leur santé pour remplir un panier percé.

Ils revendiquent *un salaire décent pour un travail décent et l'échelle mobile comme garantie*.

VAUQUELIN

E C H O S . .

Manque de crédit

Le gouvernement a réduit les crédits militaires pour soulager le budget. Mais les culottes de peau sont toujours en place et continuent leur rôle de budgétivores. Et ce sont encore les ouvriers qui font les frais de la réduction des crédits militaires.

Chez Hispano, la section syndicale se plaint de ce que la suppression des crédits militaires pose le problème du chômage.

Chez Amiot, des ouvriers ont été licenciés pour manque de crédits militaires. La direction en a profité pour se "débarrasser" des ouvriers les plus combattifs.

Dans un chantier au Bourget il y a beaucoup de travail ; néanmoins on a débauché 25% des ouvriers à la suite de la réduction de crédits militaires.

Au lieu de mettre au chômage des ouvriers qui travaillaient pour l'armée n'aurait-on pas dû les employer à des travaux plus utiles ? Comme nous disait un ouvrier travaillant au Bourget : "On s'occupe de réparer le champ d'aviation, mais il serait beaucoup plus utile d'aller réparer les nombreux immeubles détruits qui sont en face".

Il n'y a pas d'argent pour la reconstruction, mais le gouvernement trouve des centaines de milliards pour entretenir des parasites dans la zone militaire d'occupation en Allemagne : les officiers, les sous-officiers, les A.F.F.A.T. et les Asto qui touchent au moins 15.000 francs par mois, nourris, couchés, blanchis, sans compter les possibilités de système D qui, elles, se chiffrent par millions.

Les ouvriers réclament *la suppression totale des crédits militaires* car ils en ont assez de nourrir des parasites.

Carnaud

A la récupération les ouvrières sont payées pour le même travail 22 fr. de l'heure au 3° étage, 24 fr. au 4° étage à l'emballage, 23 fr. au 1° étage, 24 fr. aux autres.

A bas les différences de salaires

A travail égal, salaire égal.

Des salaires de famine et le manque de conditions de sécurité font de cette boîte un vrai bagne.

Mardi 23 avril, à 16 heures, un grave accident a eu lieu à une chaîne de l'atelier 5 : une jeune ouvrière a eu une partie du cuir chevelu arraché.

Depuis longtemps, les ouvrières se plaignent du peu d'espace existant entre chaque chaîne, juste la place pour chaque ouvrière de passer et surtout, la bordeuse n'a pas de pare-choc, d'où l'accident.

Pour obliger le patron à assurer les dispositifs de sécurité nécessaires à la protection des travailleurs, il faut lui opposer : pas de sécurité, pas de travail !

Citroen

Les salaires au rendement contre les travailleurs

Devant les mouvements de grève partiels de l'ensemble des usines Citroën, la direction a augmenté les travailleurs de

1 fr.50 de l'heure, sur les taux minutes. La section syndicale affirme que ce réajustement ne correspond pas au besoin des travailleurs, mais elle engage une campagne pour l'application d'un salaire au rendement : ainsi elle propose à des ouvriers déjà minés par la fatigue et la sous-alimentation de travailler sans plafond et d'élargir les travaux au boni à des catégories d'ouvriers qui bénéficient encore des tarifs

horaires. La direction d'un des trusts les plus rapaces profite de cette campagne pour accroître ses profits. Voici à ce sujet ce que nous transmettent des ouvriers de Clichy :

Entretien Outillage : Les ouvriers ajusteurs qui travaillent à l'heure ont été mis au boni individuel par décision de la direction, qui a fait chronométrer les temps alloués, malgré la protestation d'un bon nombre d'entre eux.

Au Bronze-Alu : Les coquilleurs coulaient des pistons à 5.11, depuis la récente augmentation la direction fait couler à 5.12. Les temps sont plus courts ; de ce fait, l'augmentation se traduit pour eux par une diminution du salaire. Dans le même atelier, à l'ébarbage, les travailleurs étaient au boni d'équipe ou collectif, aujourd'hui la direction a décidé de mettre ces ouvriers au boni individuel. Pour protester contre ces procédés, les ébarbeurs se sont mis en grève, celle-ci a duré plusieurs heures, à la suite des promesses de négociations auprès de la direction faites par les responsables syndicaux, les ébarbeurs ont repris le travail, ils attendent la réponse de l'entrevue. "Que voulez-vous, il faut produire !" (sic).

Aux forges : Les ouvriers sont mécontents. Comme l'écrivait l'opposition syndicale, l'outillage de la firme Citroën est en partie désuet, les bons de crédit pour défection de ce dernier sont payés sur la base des taux d'affûtage. Dans ce sens le salaire progressif est une vaste fumisterie pour les ouvriers qui tout en se crevant n'arrivent plus à gagner leur vie. Pour protester contre ce fait et faire réajuster leurs salaires, les forgerons ont décidé de passer à l'action, depuis jeudi ils font la grève perlée et travaillent à 50% de leur production normale.

Voilà comment les travailleurs de Clichy répondent aux bureaucrates syndicaux, aux Naël et aux Beaumont, qui affirmaient dans la dernière assemblée générale à Clichy, après Grenelle, qu'il y a du mieux depuis deux ans. Les ouvriers, qui ne sont pas appointés, ne sont pas d'accord, c'est pourquoi ils protestent : "On voit bien que tu n'y es pas dans la tôle !" - "I n'y a pas si longtemps que j'ai quitté les manivelles !"

- "Oui, répond l'ouvrier, mais moi je te dis que cela va plus mal pour nous". L'orateur poursuit : "Que voulez-vous camarades, nous sommes à peine 100 dans cette salle, alors qu'il y a 2.000 ouvriers dans l'usine".

- Si vous défendiez les salaires et la cantine, on serait sûrement plus nombreux, mais il y a pas d'action, c'est toujours de la parlotte alors on en a marre !

(Transmis par les militants de l'opposition syndicale de Clichy).

Pierre.

Gnome et Rhone (S.N.E.C.M.A)

A Kellermann, en réunion syndicale, à la question posée par des ouvriers sur l'augmentation des salaires nécessaires pour vivre, le secrétaire Delteil a répondu : "Inutile les augmentations, vous ne pourriez rien acheter avec, il n'y a rien à acheter". - Nous voudrions bien savoir comment les chefs de service vont s'y prendre pour *pouvoir* se servir des 120.000 fr. de rappel qui leur a été versé récemment, et pourquoi les actionnaires de chez Gnome n'ont pas été expropriés *sans indemnités ni rachat* ?

Leblond.

Renault

Les sableurs de l'atelier 66, fonderie-acier, ne touchent pas le lait auquel leur travail insalubre leur donne droit. Ceux qui travaillent de nuit, ne touchent pas non plus le casse-croûte gratuit. Les ouvriers s'étant plaint à leur délégué, ce dernier leur répondit : "Que voulez-vous que j'y fasse. Je n'en ai pas de lait, je ne peux pas vous en donner".

Est-ce là la réponse d'un délégué ?

Goodrich

A Colombes, tous les ouvriers ont été augmentés de 2 francs de l'heure. Mais la direction a décidé d'augmenter, suivant un taux variable, 40% des ouvriers de chaque catégorie selon son propre choix. Cette seconde augmentation venant s'ajouter à la première. Les ouvriers ont protesté contre ces mesures de division au sein de la classe ouvrière.

D'autre part, dans cette même usine, les ouvriers sont payés suivant le système Bedeau, ainsi que tout le personnel des bureaux. Ce système très compliqué, basé sur le calcul des points correspondant aux pièces fournies par l'ouvrier, est pratiquement indéchiffrable même pour les travailleurs les mieux éduqués. C'est

donc un moyen très sûr pour le patron de mieux exploiter l'ouvrier. Les ouvriers s'en rendent de plus en plus compte, chez Goodrich, et commencent à protester.

Un aveu

"Le 1^{er} Mai de la Libération, il aurait été nécessaire de travailler pour donner aux armées le moyen de battre les hordes hitlériennes", ainsi s'exprime Moreau dans le journal syndical de chez Citroën.

Pourquoi n'a-t-on pas travaillé le 1^{er} Mai 1945 ? La C.G.T. avait pourtant bien décidé d'en faire une journée de travail de choc ? C'est que les ouvriers ont *imposé* par leur pression à la base que la journée du 1er Mai soit une journée revendicative.

REVUE DE PRESSE

Le chemin à suivre

Le Courrier de Paris (19 avril). - "Abbeville, 300 ouvriers s'emparent de 7 boeufs et les font débiter à la population par les bouchers, ce qui a permis une augmentation de 80 grammes par ration".

Si nous appliquions l'échelle mobile, comme les capitalistes

Le Monde (24 avril). - "Chez nous, la 11 CV Citroën qui se vendait 24.700 fr. en 1939 est *officiellement* cataloguée à 121.350 fr. La "Juvaquatre" Renault, qui était à 20.900 fr. avant la guerre, est taxée aujourd'hui 107.000 fr." Ces prix sont avec licence d'achat, sans licence nous pouvons ajouter une centaine de mille francs aux chiffres. Mais même sur les prix *officiels* cela représente une moyenne de 5 fois la valeur de 1939.

Sur 48 heures, le salaire moyen en métallurgie était en 1939, de 2.400 fr. par mois, pour avoir en 1946 le même pouvoir d'achat cela porte le salaire mensuel à 12.000 fr. Nous sommes loin du compte.

Le Courrier de Paris (19 avril). - "Abbeville, 300 ouvriers s'emparent de 7 boeufs et les font débiter à la population par les bouchers, ce qui a permis une augmentation de 80 grammes par ration".

Si nous appliquions l'échelle mobile comme les capitalistes

Le Monde (24 avril). - "Chez nous, la 11 CV Citroën qui se vendait 24.700 fr. en 1939 est *officiellement* cataloguée à 121.350 fr. La "Juvaquatre" Renault, qui était à 20.900 fr. avant la guerre, est taxée aujourd'hui 107.000 fr." Ces prix sont avec licence d'achat, sans licence nous pouvons ajouter une centaine de mille francs aux chiffres. Mais même sur les prix *officiels* cela représente une moyenne de 5 fois la valeur de 1939.

Sur 48 heures, le salaire moyen en métallurgie était en 1939, de 2.400 fr. par mois, pour avoir en 1946 le même pouvoir d'achat cela porte le salaire mensuel à 12.000 fr. Nous sommes loin du compte.